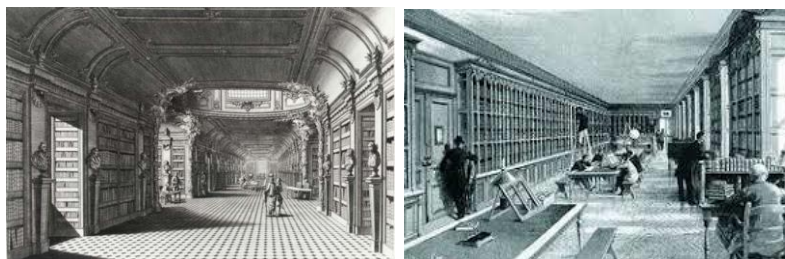




Société Française de
Finances Publiques

Octobre 2019
n° 18
Deuxième année

Billet bibliographique



« Dans nos bibliothèques au mois de septembre 2019 »

*Ce Billet bibliographique mensuel, qui est dans sa deuxième année d'existence, est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **septembre 2019**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues) suite à notre message diffusé fin juin, soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

**Rejoignez la SFFP en nous renvoyant le Bulletin d'adhésion 2019,
se trouvant à la dernière page,**

ou alors en adhérant en ligne

<https://www.helloasso.com/associations/societe-francaise-de-finances-publiques/adhesions/adhesion-sffp-2019>

Ouvrages

- ALBERT Jean-Luc, *Le droit douanier de l'Union européenne*, Bruylant, coll. Droit de l'Union européenne, (septembre) 2019, 630 p.

Le droit douanier est à la fois un droit historique, marqueur de souveraineté et un instrument juridique organisant et régulant les échanges économiques.

Le présent manuel se consacre entièrement aux questions douanières européennes et au Code des douanes de l'Union européenne. Il présente de manière didactique et analytique l'Union douanière européenne, union particulièrement exceptionnelle au niveau mondial de par son histoire, son ancienneté, sa dimension, sa normativité, son importance économique et son effectivité.

L'ouvrage traite également de la reconfiguration de l'espace douanier européen au regard du Brexit.

Le droit douanier relève de normes internationales de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation mondiale des douanes, de normes régionales au travers de l'Union européenne et de normes nationales qui lui confèrent une pleine effectivité. Le présent ouvrage intègre toutes ces normes. [présentation de l'éditeur]

- BELTRAME Pierre, *La fiscalité en France*, 23^{ème} éd., Les Fondamentaux, Hachette, coll. Les Fondamentaux (septembre) 2019, 166 p.

Un manuel synthétique accessible à un large public : premiers cycles universitaires en droit, AES, économie, IEP, préparations aux concours administratifs, premiers cycles comptables et commerciaux... Rédigé dans une langue claire et concise, il rassemble les connaissances de base et les éléments de réflexion indispensables pour comprendre le phénomène fiscal et progresser dans son étude. [présentation de l'éditeur]

- BOUVIER Michel, ESCLASSAN Marie-Christine et LASSALE Jean-Pierre, *Finances publiques*, LGDJ, coll. Manuel, 18^{ème} éd., (septembre) 2019, 1024 p.

Cet ouvrage est devenu un classique. Il s'adresse tout autant aux étudiants - en droit, en économie, en science politique - qu'à tous ceux qui préparent des concours administratifs. Il donne une vision à la fois pluridisciplinaire et dynamique des finances publiques contemporaines et met l'accent sur leur environnement international.

Exposant les grandes doctrines financières, il offre les clefs indispensables pour comprendre les grands enjeux auxquels sont confrontés les systèmes financiers publics. Il décrit également de façon concrète les mécanismes de fonctionnement des grands secteurs des finances publiques : finances de l'État, finances locales, finances sociales, finances de l'Union européenne.

À jour des dernières réformes, cette 18^e édition constitue un instrument d'information et de travail particulièrement utile pour tous ceux qui souhaitent s'initier au champ des finances publiques ou approfondir leurs connaissances. [présentation de l'éditeur]

- BOUVIER Michel, *L'impôt sans le citoyen ?*, LGDJ, coll. Forum, (septembre) 2019, 174 p.

Quel sens a l'impôt dans la société en pleine mutation qui est la nôtre ? Apporter une réponse à cette question nécessite d'avoir une vision à la fois pluridisciplinaire et dynamique des enjeux majeurs de la fiscalité, à savoir le consentement et la justice.

L'impôt est confronté à des défis cruciaux qu'il reste à délimiter. Il fait l'objet d'un malaise diffus et profond dont il faut identifier les facteurs. Il est également au coeur de débats idéologiques et sa légitimité est menacée par le développement considérable de la mondialisation, de la métropolisation, de l'économie numérique et du nouveau modèle d'entreprise.

On peut au final s'interroger sur sa pérennité et le futur de nos institutions et de notre démocratie. C'est en effet à une « révolution silencieuse » et à une transition vers un autre univers que l'impôt et donc la chose publique sont confrontés.

Au risque de surprendre, le politique est au coeur de cet essai, car ce qui est fondamentalement en jeu, c'est réinventer l'État ou aller vers un modèle totalement différent, une structure en réseaux à l'image du monde des internautes. [présentation de l'éditeur]

- BRIGAUD Frédéric, UHER Vincent et DEGRON Robin, *Finances publiques*, Armand Colin, coll. Horizon, 4^{ème} éd., (septembre) 2019, 448 p.

Ce manuel s'adresse aux candidats qui préparent les concours administratifs de catégorie A et A+, aux étudiants des instituts d'études politiques et des facultés de droit. Il intéresse également les professionnels et les citoyens désireux de mieux comprendre le fonctionnement des finances publiques.

Les nombreux exemples concrets, graphiques, tableaux et encadrés permettent au lecteur de

comprendre et d'assimiler les principes et mécanismes qui régissent les finances publiques. .
[présentation de l'éditeur]

- GUTMANN Daniel, Droit fiscal des affaires, LGDJ, coll. Précis Domat, 10^{ème} éd., (septembre) 2019, 832 p.

Le droit fiscal des affaires est au coeur de la vie des entreprises. Matière riche et vivante, elle constitue un passionnant objet d'étude.

Le présent ouvrage poursuit un triple objectif qui en fait l'originalité :

- *expliquer clairement les règles fondamentales du droit fiscal des entreprises en les replaçant dans leur contexte historique et en présentant leurs enjeux économiques ainsi que leur application pratique ;*
- *donner au droit fiscal international et au droit de l'Union européenne la place essentielle qui leur revient dans un monde caractérisé par l'internationalisation des échanges et des opérations ;*
- *présenter le droit français dans une perspective comparative : la connaissance des systèmes étrangers est en effet indispensable pour expliquer de nombreux aspects de notre droit positif et pour comprendre le comportement des acteurs économiques internationaux.*

Ainsi conçu, cet ouvrage s'adresse à un large public. Pensé en premier lieu pour les étudiants des facultés de droit (du master 1 au doctorat) et des écoles de commerce, il présente de façon synthétique les principaux impôts de la vie des affaires : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et la contribution économique territoriale. Il examine également les impôts frappant la détention ainsi que la transmission du patrimoine.

L'ouvrage a par ailleurs vocation à servir d'outil de travail aux praticiens, qu'ils soient ou non spécialisés dans la matière fiscale.

La 1^{re} édition de cet ouvrage a reçu le prix spécial du livre juridique décerné par le Conseil constitutionnel et le Club des juristes en octobre 2010. [présentation de l'éditeur]

- KERAMBRUN Jérôme et PASQUET Jean-Marc, *Les finances publiques*, Studyrama, coll. Cible concours, (septembre) 2019, 136 p.

- LA MARDIÈRE Christophe (de), *Droit fiscal de l'entreprise*, LGDJ, coll. Manuel, 2^{ème} éd., (septembre) 2019, 690 p.

Ce manuel a été conçu pour les étudiants en droit (master 1 droit des affaires et droit notarial), AES (même année) et gestion (écoles de commerce et universités).

Entièrement axé sur la pédagogie, il s'efforce d'exposer le plus clairement possible les règles d'une matière très intéressante mais complexe. Il insiste sur l'explication du fondement des normes de l'impôt, de manière à faciliter leur compréhension.

L'assimilation du droit fiscal des affaires ne peut être acquise qu'en faisant des exercices. Ceux-ci permettent en effet de s'assurer que les règles ont bien été comprises. De plus, résoudre des cas pratiques conduit à pouvoir retenir le cours avec une plus grande facilité.

*Cet ouvrage comporte de nombreux exemples chiffrés, qui constituent autant d'exercices. Il est complété par un autre livre (Ch. de la Mardière, *Droit fiscal de l'entreprise*, 2^e éd., LGDJ, coll. Exercices pratiques, 2019), qui ne contient que des cas pratiques et prépare directement aux travaux dirigés comme à l'examen.*

Le but de ce manuel étant d'être compris par le plus grand nombre de lecteurs, il y est particulièrement insisté sur la définition des notions comptables et juridiques. [présentation de l'éditeur]

- LA MARDIÈRE Christophe (de), *Droit fiscal de l'entreprise*, LGDJ, coll. Exercices pratiques, 2^{ème} éd., (septembre) 2019, 228 p.

L'assimilation du droit fiscal des affaires ne peut être acquise qu'en faisant des exercices. Ceux-ci permettent en effet de s'assurer que les règles ont bien été comprises. De plus, résoudre des cas pratiques conduit à pouvoir retenir le cours avec une plus grande facilité. Ce livre permet d'acquérir cet entraînement et prépare directement aux travaux dirigés comme à l'examen.

*Il comporte 70 exercices correspondant au manuel (Ch. de la Mardière, *Droit fiscal de l'entreprise*, 2^e éd., LGDJ, coll. Manuel, 2019), dont il est le complément. Les cas pratiques qui s'y trouvent proposés sont accompagnés d'une correction approfondie, pédagogique et raisonnée. Cet ouvrage a été conçu pour les étudiants en droit (master 1 droit des affaires et droit notarial), AES (même année) et gestion (écoles de commerce et universités).* [présentation de l'éditeur]

- LAMBERT Thierry, *Procédures fiscales*, LGDJ, coll. Précis Domat, 4^{ème} éd., (septembre) 2019, 756 p.

Les procédures fiscales se renouvellent en permanence.

La loi du 6 décembre 2013, relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière, a renforcé les pouvoirs de l'administration fiscale, durci les règles de prescription et aggravé les sanctions. La loi du 23 octobre 2018, concernant la lutte contre la fraude, réforme la procédure de poursuite pénale de la fraude fiscale, crée une nouvelle police fiscale et met en place des sanctions à l'égard des tiers complices de graves manquements fiscaux. Chaque loi de finances apporte son lot de précisions et le juge, par des constructions parfois audacieuses, complète l'arsenal.

Toutefois, la loi du 10 août 2018, consacrée à un « État au service d'une société de confiance » (ESSOC), invite à une application mesurée de la loi fiscale, reconnaît le principe d'un droit à l'erreur dès lors que le contribuable est présumé de bonne foi.

L'administration s'adapte. Elle peut faire des contrôles à distance des comptabilités informatisées, dispose d'un traitement automatisé de lutte contre la fraude fiscale appelé « ciblage contre la fraude et valorisation des requêtes » et s'inscrit au niveau international dans le cadre de l'échange automatique d'informations.

Le contentieux fiscal est potentiellement présent dès les premières sollicitations de l'administration. Il prospérera ultérieurement dès que les pouvoirs d'investigations et de contrôles seront contestés. Même si les procédures sont longues et aux résultats incertains, les contribuables et leurs conseils s'inscrivent dans des stratégies contentieuses. La jurisprudence n'est pas sans influence sur le législateur, l'administration comme sur les choix du contribuable, et l'ensemble des juridictions nationales, communautaire et européenne.

Cette quatrième édition enrichie et à jour s'adresse aux étudiants des facultés de droit et des écoles de commerce. C'est aussi un outil pour les praticiens, notamment avocats et experts-comptables, qui ont à connaître des procédures, qu'ils soient ou non fiscalistes. Il intègre les développements législatifs, réglementaires et jurisprudentiels les plus récents. [présentation de l'éditeur]

- LAMULLE Thierry, *Exercices corrigées de fiscalité des particuliers et des entreprises*, Gualino, coll. Exos LMD, 21^{ème} éd., (septembre) 2019, 240 p.

- LEMAITRE Sophie, *Corruption, évitement fiscal, blanchiment dans le secteur extractif*, Presses Universitaires de Rennes, coll. L'univers des normes, 320 p.

Le pétrole, le gaz et les minerais sont des ressources indispensables pour le bon fonctionnement de nos économies et sont très convoitées. Elles sont ainsi particulièrement propices à l'émergence de flux financiers illicites (corruption, évitement fiscal ou blanchiment). Depuis une vingtaine d'années, diverses mesures ont été adoptées pour endiguer ce phénomène. Malgré tout, les pratiques illicites perdurent. Les acteurs du secteur extractif, entreprises et agents publics, ont su s'adapter et faire preuve de créativité pour contourner, détourner et manipuler les instruments adoptés afin de perpétuer les flux financiers illicites. Ils recourent également à l'ingénierie juridique et financière qui leur fournit un arsenal d'outils et mobilise des experts maîtrisant à la perfection l'environnement juridique, politique et financier dans lequel les acteurs du secteur extractif évoluent. Dès lors, le droit semble être propice aux flux financiers illicites et même au service de ceux-ci. [présentation de l'éditeur]

- NANTEUIL Arnaud (de), *Introduction aux conventions de double imposition*, Bruylant, coll. Paradigme, (septembre) 2019, 232 p.

Ce manuel offre une introduction aux principales normes et techniques mises en oeuvre dans les conventions de lutte contre la double imposition. Il existe aujourd'hui plusieurs milliers de ces conventions en vigueur dans le monde. Malgré leur dimension bilatérale, elles se rejoignent sur beaucoup de points, notamment parce qu'elles sont généralement inspirées des deux grands modèles existants : l'un publié par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et l'autre par l'Organisation des Nations unies. La récente adoption de l'Instrument multilatéral dans le cadre de l'OCDE en 2018, destiné à réformer les conventions existantes, pourrait renforcer cette cohérence d'ensemble en donnant une marque commune à tous les instruments actuellement en vigueur. Cela étant dit, les deux modèles divergent sur un certain nombre de questions et les conventions signées par les États empruntent parfois à l'un et parfois à l'autre et, plus généralement, aux deux. En outre, les modifications apportées par l'Instrument multilatéral ne sont pas automatiques ni systématiques. La pratique des conventions de lutte contre la double imposition n'est donc pas totalement uniforme. Le présent ouvrage détaille de manière immédiatement accessible la logique

générale de ces conventions en identifiant les grandes tendances existantes dans la pratique des États. Cet ouvrage s'avérera utile non seulement pour les fiscalistes rompus aux techniques de l'imposition souhaitant s'ouvrir aux questions de fiscalité internationale, mais également à tout juriste, de droit interne ou de droit international, confronté aux conventions fiscales. L'étendue et l'importance de celles-ci, singulièrement depuis qu'elles se sont peu à peu orientées vers la lutte contre l'abus, ont conduit à la multiplication des confrontations avec d'autres corpus normatifs de droit interne ou international (règles du droit international économique, notamment). [présentation de l'éditeur]

- Rédaction des Editions Francis Lefebvre, *Procédures fiscales*, Francis Lefebvre, (septembre) 2019, 236 p.

Le Dossier pratique Procédures fiscales contient l'essentiel indispensable à la compréhension et à la maîtrise des principes applicables au recouvrement, au contrôle et au contentieux de l'impôt.

A côté des règles d'imposition propres à chaque impôt et taxe, les règles de procédure sont d'un enjeu considérable pour la préservation des droits du contribuable. Qu'il s'agisse d'apprécier la pertinence du montant de l'impôt mis en recouvrement et réclamé par le Trésor, d'agir à bon escient au cours d'une procédure de contrôle fiscal ou de contester une imposition dans le cadre de recours contentieux, mieux vaut être complètement et correctement informé. Cet ouvrage s'adresse à tout contribuable particulier ou professionnel ainsi qu'aux professionnels du droit et du chiffre dont les conseils doivent être les plus adaptés à la défense des intérêts de leurs clients et les actions menées dans le respect des délais contraints de la prescription.

A jour au 1^{er} juillet 2019 des dernières évolutions législatives et jurisprudentielles ainsi que des commentaires administratifs publiés dans la base Bofip, ce Dossier pratique est l'outil au contenu synthétique et opérationnel à mettre entre toutes les mains de celles et ceux qui recherchent efficacité et efficience dans la gestion des procédures fiscales qui les concernent ou concernent leurs clients. [présentation de l'éditeur]

- TIRARD Manuel (dir.), *La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques*, Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, (septembre) 2019, 245 p.

A partir du constat d'une crise des finances publiques qui touche, certes avec ses spécificités, la Nouvelle-Calédonie comme la plupart des pays dans le monde, il s'agit d'étudier les solutions pour y remédier.

La démarche la plus évidente consiste à agir sur deux leviers en même temps, à savoir augmenter les recettes, donc les impôts, tout autant qu'à diminuer les dépenses. Sur le premier aspect, est-il possible de réfléchir à de nouvelles formes de fiscalité, comme par exemple avec l'adoption récente de la Taxe Générale sur la Consommation (TGC) en Nouvelle-Calédonie ? N'est-il pas également envisageable de favoriser une meilleure application du système actuel, en corrigeant la défiscalisation ou en luttant contre l'évasion fiscale ? Le volet dépenses publiques questionne quant à lui la réforme de l'administration et des politiques publiques autour de la logique de performance. Cette optique est illustrée en évoquant notamment les réformes menées en Nouvelle-Calédonie et en interrogeant une économie mixte particulièrement importante sur le territoire. Enfin, l'ouvrage offre une perspective transversale sur les finances sociales, aussi soumises aux tensions budgétaires comme le démontre le RUAMM. Il s'agit d'un aspect essentiel du débat puisque, dans de nombreux pays, elles représentent le premier poste des dépenses publiques.

L'approche se veut large à au moins deux titres. D'une part, d'un point de vue disciplinaire, car il s'agira de lier approches juridique, économique et gestionnaire, en associant universitaires et praticiens. D'autre part, d'un point de vue géographique, puisque les spécificités calédoniennes seront étudiées en tant que telles mais aussi à la lumière des problématiques et des solutions métropolitaines et internationales. En définitive, l'objectif est de replacer les questions financières au cœur des débats démocratiques et des choix sociaux dont elles sont indissociables. C'est fondamental à l'heure où les Néo-Calédoniens se prononcent sur leur destin. [présentation de l'éditeur]

L'ouvrage peut être consulté avec ce lien :

<https://unc.nc/wp-content/uploads/2019/09/Finances-publiques-180x255mm-web.pdf>

Voir dans la rubrique « Articles » ci-dessous pour une sélection d'articles (●) de cet ouvrage

- VALEMBOIS François, *Réussir son budget*, Berger-Levrault, coll ; Les indispensables, (septembre) 2019, 1406 p.

Suppression programmée de la taxe d'habitation, contrats de « Cahors », etc. L'environnement contraint des finances locales conduit aujourd'hui à des choix et à des arbitrages budgétaires de plus en plus complexes.

Pratique et pédagogique, Réussir son budget fournit des points de repère à chaque étape budgétaire. Le maire, le président, l'adjoint aux finances, le fonctionnaire territorial disposeront avec ce manuel de tous les outils indispensables pour élaborer leur budget, et ainsi mettre en oeuvre leur politique locale.

Il comprend :

- des explications à la fois simples et précises, pour une meilleure compréhension des règles budgétaires et de leurs mécanismes de mise en œuvre ;
- des exemples concrets, des modèles, des conseils pratiques, des tableaux et schémas de synthèse ;
- des études de cas commentées et corrigées permettant une immersion totale dans la réalité budgétaire et comptable publique.

Le lecteur trouvera dans ces pages tous les éclairages attendus sur les dernières instructions budgétaires et comptables, et sur la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022. La coopération intercommunale étant une réalité désormais largement partagée, l'ouvrage s'est aussi enrichi des nombreuses dispositions qui sont propres aux « intercos ». [présentation de l'éditeur]

On nous signale aussi :

FERRARI Giuseppe Franco et MADEO Eugenio, *Manuale di contabilita pubblica*, 2019, Giuffrè Francis Lefebvre, (septembre) 2019, 324 p.

Articles

A signaler

- Sélection d'articles de l'ouvrage TIRARD Manuel (dir.), *La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques*, Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, (septembre) 2019 ; voir ci-dessus
- Actes du colloque « Les institutions financières indépendantes », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 4

- ACARD Claire, « Fiscalité financière », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 372
- ALBERT Jean-Luc, « Des institutions financières indépendantes aux institutions budgétaires indépendantes, un regard externe », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p.30
- ALBERT Jean-Luc, « Du recouvrement de l'impôt au recouvrement des prélèvements obligatoires », *Droit social*, 2019, n° 9, p. 707 (Dossier « Le recouvrement social »)
- BARROT Jean-Noël, « Vers un renforcement de l'évaluation et du contrôle budgétaire en France », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p.81
- BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel, TERRASSE Yves, « Repères d'actualité sur la gestion et les finances publiques mai 2019 », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 92

● BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel, TERRASSE Yves, « Repères d'actualité sur la gestion et les finances publiques juin 2019 », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 103

● BÉNÉTEAU Jocelyn, « L'impact du statut de la Nouvelle-Calédonie sur l'évitement de l'impôt », in TIRARD Manuel (dir.), *La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques*, Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, (septembre) 2019, p. 90

● BERLAUD Catherine, « Blanchiment de fraude fiscale : condamnation de l'avocat qui a participé au montage » (note sous Cass. crim., 11 septembre 2019), *Gaz. Pal.*, 17 septembre 2019, n° 31, p. 28

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000039156925&fastReqId=45533568&fastPos=1>

● BUSSAC Alexis et BARREAU David, « Taxe foncière et cotisation foncière des entreprises : vers une nouvelle taxation des équipements productifs ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 378

● CABANNES Xavier, « L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) », *Ency. Dalloz Collectivités territoriales*, 2019, chap. 7850

● CALVIAC Stéphane, « Le financement des universités : évolutions et enjeux », *RFAP*, n° 169, 2019, p. 51 (Dossier « Les reconfigurations des universités françaises : entre influences internationales et particularismes nationaux »)

● CASTAGNÈDE Bernard, « Quel avenir pour la politique fiscale internationale ? », *Fiscalité internationale*, 219, n° 3, p. 29

● CHARPENTIER Jérôme, « L'expertise des institutions financières indépendantes », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 61

● CHAUCHAT Mathias, « Comment réformer en Nouvelle-Calédonie ? », in TIRARD Manuel (dir.), *La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques*, Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, (septembre) 2019, p. 185

● CIAVALDINI Karin, « Intégration fiscale « horizontale » en cas de société mère établie dans l'Union européenne (rég. ant. L. n° 2014-1655, 29 décembre 2014) : l'appartenance antérieure des sociétés à un groupe fiscal intégré « vertical » ne vaut pas présomption d'accord, exigible pour toutes les sociétés, pour la constitution du nouveau groupe « horizontal » » (concl. CE, 27 mars 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 373

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038327803&fastReqId=1998065784&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Taux des prêts intragroupe : vers l'équilibre des armes », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 353 (concl. CE, avis, 10 juillet 2019, *SAS Wheelabrator Group* ; avec une note LALLOZ Christopher et VERGNET Nicolas)

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038759112&fastReqId=115559931&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Convention fiscale franco-tchèque : notion de chantier (concl. sur CE, 9 mai 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 381

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038458568&fastReqId=1934568761&fastPos=1>

● COIN Raphaël, « Le sous-établissement stable : réalité ou fiction ? », *Fiscalité internationale*, 2019, n° 3

● CONAN Matthieu, « Les institutions financières indépendantes » (rapport de synthèse), *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 87

● CONAN Matthieu, « La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques » (rapport de synthèse), in TIRARD Manuel (dir.), *La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques*, Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, (septembre) 2019, p. 225

● CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « De quelles garanties financières les communes disposent-elles en matière de dotation nationale de péréquation » (concl. sur CE, 5 avril 2019, Commune nouvelle de Tinchebray-Bocage, n° 412701), *BJCL*, 2019, n° 6, p. 445 (voir ci-dessous à PARIENTE Alain)

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038351083&fastReqId=1212836700&fastPos=1>

● CRÉPEY Édouard, « Notion d'entreprise exploitée en France » (concl. sur CE, 18 octobre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 374

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000037507136&fastReqId=476206995&fastPos=1>

● DAMAREY Stéphanie et VANDENDRIESSCHE, « Chronique de jurisprudence financière-mars à juin 2019 », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 118

● DEGRON Robin, « L'Union européenne face au mur des investissements d'avenir » », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1091, avril-juin 2019, p. 107

● DEGRON Robin, « Les démocraties européennes à l'épreuve de la mondialisation à travers le cas du Brexit », *Revue Politique et Management Public*, Vol. 36/2, 2019, p. 133

● DELHAES Fabien et DAUGA Julie, « Recouvrement des taxes d'urbanismes : qui trop embrasse, taxe bien » (note sous CE, 19 juin 2019), *Gaz. Pal.*, 2019, n° 30 (10 septembre 2019), p. 80

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038657056&fastReqId=1500946328&fastPos=1>

● DETRAZ Stéphane, « Obligation de communication au contribuable imposé des documents et renseignements obtenus de tiers » (note sous CE, 27 juin 2019, avec les concl. Anne ILJIC), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 375

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038698851&fastReqId=343422844&fastPos=1>

● Dossier « Financement privé. La culture du don. Modèle économique-Mécénat-Fiscalité-Comptabilité-Transparence-Européen », *Jurisassociation*, 2019, n° 604, p. 16

● ECALLE François, « Les institutions financières indépendantes, quels modèles ? Quels impacts ? », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 74

● EISEINGER Thomas et GOURBIER Léonard, « Le fardeau administratif : fatalité de l'action publique ou arbitrage politique et budgétaire qui ne dit pas son nom ? », *JCP, éd. A* (9 septembre 2019, n° 36), p. 2

● FRÉCHETTE Jean-Denis, « Indépendance et influence des institutions financières indépendantes », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 66

● GARELLO Pierre, « Les institutions financières indépendantes, quel modèle? Quel impact ? », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 78

● GLON Guillaume et RODRIGUEZ Florian, « Convention multilatérale de l'OCDE : comprendre sa prise d'effet et ses impacts pratiques sur les conventions fiscales françaises », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 370

● GONZALEZ-GHARBI Neyal, « Commercialisation des lots de lotissement en TVA sur marge : l'administration priée de revoir sa copie » (note sous CAA Lyon, n° 18LY00671, 25 juin 2019), *Construction-Urbanisme*, 2019, n° 9, comm. 115, p. 30

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038698778&fastReqId=635847799&fastPos=1>

● GUIONNET-MOALIC Claire et DUBOIS Marie, « Avalanche de nouveaux dispositifs légaux concernant les actifs numériques. Attention aux obligations déclaratives qui en résultent », *JCP éd. G* (n° 39 du 23 septembre 2019), AR 937, p. 1653

● HABIBOU Nathalie et VIVALDI Audrey, « Les « Quick fixes » - En transit vers un régime TVA communautaire simplifié ? (1^{ère} partie) », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 371

● HALARD Colin, « La « simplification » des fusions de sociétés sœurs par la loi du 19 juillet 2019 : attention au piège fiscal », *JCP éd. E*, 2019 (26 septembre 2019, n° 39), n° 1437, p. 51

● ILJIC Anne, « ESPF : pas d'obligation de mentionner le nom des vérificateurs participant à l'entretien », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 356 (concl. sur CE, 24 avril 2019)

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038420437&fastReqId=273595562&fastPos=1>

● KORNPORST Emmanuel, « L'assujettissement à l'impôt sur les sociétés des sociétés civiles de construction-vente », *RDI*, 2019, n° 9, p. 442

- KOTT Sébastien, « De l'évaluation de la performance de la dépense publique en général et de celle de l'enseignement supérieur en particulier », in TIRARD Manuel (dir.), *La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques*, Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, (septembre) 2019, p. 108
- LATARE Martine, « La légitimité des institutions financières indépendantes », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 56
- LAURATET Séverine, « Retenue à la source sur les dividendes de source européenne versés à des fonds d'investissement étrangers : aperçu des contentieux en cours à travers l'Europe », *Fiscalité internationale*, 2019, n° 3
- LAURATET Séverine, « La saga Sofina : entre avancées et attentes », *Fiscalité internationale*, 2019, n° 3
- LE CLAINCHE Michel, « Les IFI, pour une nouvelle gouvernance des finances publiques », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 7
- LECLERCQ Laurent, TRÉDANIEL Pauline et GIBON Sylvain, « Déductibilité des pertes transfrontalières : « the loser takes it a little » ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 377
- LECLERCQ Laurent et RASPAIL Charles, « Un exemple de convergence (sans retenue ?) du droit fiscal interne et du droit de l'UE : l'article 182 B appliqué aux prestations de services rendues par les entreprises danoises », *Fiscalité internationale*, 2019, n° 3
- LEMAIRE Olivier, « Affaires Wendel-Editis : splendeurs et misères des management packages » (concl. sur CAA Paris, 27 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 379
- LEMOINE François, « Quel est le point de départ du délai de prescription en matière de préjudice d'anxiété » (note sous CAA Nantes, 6 juin 2019), *AJDA*, 2019, p. 1715

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038601853&fastReqId=1773464864&fastPos=1>

- LEVOYER Loïc, « The progressive standardization of the budgetary framework of States », *E-journal of Law*, Vol. 5, n° 1-2019
- MARTIN Julien, « La contractualisation des dépenses locales », in Olivier GOHIN (dir.), *L'Acte III de la décentralisation*, Editions Panthéon-Assas, (août) 2019, p. 159 (Actes de la journée d'études à la mémoire d'Olivier Févrot)
- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Exonération de taxe foncière et propriétés publiques : *quid* des EHPAD publics ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 354 (concl. CE, 24 avril 2019, *EHPAD résidence du Colombier* ; avec note Betty TOULEMONT et Aleksandar NIKOLIC)

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038411736&fastReqId=1546672283&fastPos=1>

● MERLOZ Marie-Gabrielle, « Absence de limitation du délai de recours contentieux contre une décision implicite de rejet en matière fiscale », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 358 (concl. sur CE, 8 février 2019, *SARL Nick Danese Applied Research* ; avec note Laurent CHESNEAU)

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038135369&fastReqId=1008366616&fastPos=1>

● MONIER François, « Les institutions financières indépendantes de l'Union européenne », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 38

● OLIVA Eric, « Les IFI, des institutions récentes en quête d'identité et de légitimité », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 11

● ORSONI Gilbert, « L'obligation d'insérer les institutions financières indépendantes dans les procédures », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 44

● PARIENTE Alain, « Commune nouvelle et dotation nationale de péréquation » (note sous CE, 5 avril 2019, *Commune de Tinchebray-Bocage*), *AJDA*, 2019, p. 1696 (voir ci-dessus à CORTOT-BOUCHER Emmanuelle)

● PERROTIN Frédérique, « Holding animatrice : la Cour de cassation prend position », *LPA*, 2019, n° 178 (5 septembre 2019), p. 4

● PERROTIN Frédérique, « Quel bilan Tracfin ? », *LPA*, 2019, n° 175 (2 septembre 2019), p. 6

● PIERUCCI Christophe, « L'influence des institutions financières indépendantes », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p.51

● PASTOREL Jean-Paul, « L'augmentation des impôts en Polynésie française comme remède à la crise et ses limites », in TIRARD Manuel (dir.), *La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques*, Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, (septembre) 2019, p. 200

● PIASSALOUX Jean-Luc, « Jurisprudence constitutionnelle financière et fiscale », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p. 133

● PIASSALOUX Jean-Luc, « Jurisprudence administrative », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 4, p.133

● POUILLE Laurent, « Calcul de l'assiette de la branch tax : la mécanique horlogère de l'article 115 quinquies du CGI » (note sous CE, 10 juillet 2019 et 24 juin 2019, avec les concl. Emmanuelle CORTOT-BOUCHER), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 380

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038684609&fastReqId=198583138&fastPos=1>

● RESTINO Virginie, « contrôle de constitutionnalité des lois de transposition des directives », *Fiscalité internationale*, 2019, n° 3

● ROLLET-PERRAUD Claire, « L'absence de communication des comptes certifiés d'une SAEM avant l'adoption de la délibération engageant les finances locales sur la portée de la garantie

d'emprunt accordée par une commune à cette société entraîne-t-elle son illégalité ? » (concl. CAA Versailles, 28 mars 2019, *M.C. C/ Commune de Noisy-le-Sec*), *BJCL*, 2019, n° 5, p. 349

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038481382&fastReqId=726391489&fastPos=1>

- SAARILAHTI Ilkka, « Les innovations des procédures budgétaires de l'Union européenne-Seizième partie : Le budget de l'Union pour 2019 - Un quatrième échec de la procédure de conciliation budgétaire –II. Le projet de budget initial pour 2019 et la procédure de conciliation », *RUE*, 2019, n° 631, p. 519
- SAINT-CHAFFRAY Olivier (de), « Holding animatrice : la Cour de cassation confirme les contours du périmètre d'animation », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 9, p. 25
- SCHMITT Sylvie, « L'application à la corrida du taux normal de TVA », in « Chronique droit fiscal », *Revue semestrielle de droit animalier*, 2018, n° 2, p. 197 (numéro venant de paraître)
- SCHMITT Sylvie, « La loi de finances pour 2019 : une dissonance italienne dans la partition européenne », *La Lettre d'Italie*, 2019, n° 13, p. 32
- SCHMITT Sylvie, « Les dispositions financières et budgétaires », in « Chronique Italie », *Annuaire internationale de justice constitutionnelle*. Vol. XXXIV, 2019, p. 997
- SILBERZTEIN Caroline et BRAUGE Marion, « Fiscalité internationale : vers un nouveau droit d'imposition au profit des juridictions de marché », *Fiscalité internationale*, 2019, n° 3
- TIRARD Manuel « Intervention et dépenses publiques : approche générale et comparée », in TIRARD Manuel (dir.), *La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques*, Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, (septembre) 2019, p. 101
- TROIANIELLO Antonino, « Le redressement des comptes publics en Polynésie française (2013-2016) », in TIRARD Manuel (dir.), *La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques*, Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, (septembre) 2019, p. 193
- WASERMAN Franck, « L'évolution des finances locales depuis 2013 », in Olivier GOHIN (dir.), *L'Acte III de la décentralisation*, Editions Panthéon-Assas, (août) 2019, p. 147 (Actes de la journée d'études à la mémoire d'Olivier Févrot)
- WOLF Marc, « Actualisation du barème de l'IR 2020 : la portée du prélèvement à la source » (chronique mise en ligne le 30 septembre 2019) :
<https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2019/09/30/actualisation-du-bareme-de-l-ir-2020-la-portee-du-prelevement-a-la-source>
L'exemple de la baisse de 5 Mds € d'IR inscrite dans le projet de loi de finances pour 2020 illustre comment le nouveau prélèvement à la source permet d'anticiper les ajustements de la politique fiscale.

► **Rapports, référés et observations définitives récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en septembre 2019) :

* Les finances publiques locales 2019 - Fascicule 2 (rapport mis en ligne le 24 septembre 2019) :
https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-09/20190924-rapport-Finances-publiques-locales-2019-fascicule2_0.pdf

Pour rappel le Fascicule 1 figurait dans le *Billet bibliographique* n° 16 :
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-06/20190624-rapport-Finances-publiques-locales-2019-fascicule1-situation-financiere-2018.pdf>

* La mobilité internationale des étudiants (rapport mis en ligne le 16 septembre 2019) :
https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-09/20190916-rapport-mobilite-internationale-etudiants_0.pdf

* L'école et le sport : une ambition à concrétiser (rapport mis en ligne le 12 septembre 2019) :
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-09/20190912-rapport-ecole-et-sport.pdf>

--

* La gestion des crédits du Fonds social européen (référé mis en ligne le 19 septembre 2019) :
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-09/20190919-refere-S2019-1560-credits-FSE.pdf>

* La mise en œuvre des clauses financières du plan d'urgence Guyane (référé mis en ligne le 17 septembre 2019) :
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-09/20190917-refere-S2019-1700-Plan-urgence-Guyane.pdf>

* Les conventions fiscales internationales (référé mis en ligne le 5 septembre 2019) :
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-09/20190905-refere-S2019-1421-conventions-fiscales-internationales.pdf>

* L'enjeu immobilier au sein de l'établissement du palais de la porte Dorée (référé mis en ligne le 4 septembre 2019) :
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-09/20190904-refere-S2019-1196-enjeu-immobilier-etablissement-public-palais-porte-doree.pdf>

* INPI (référé mis en ligne le 3 septembre 2019) :
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-08/20190903-refere-2019-1262-INPI.pdf>

--

* La mise en œuvre des clauses financières du plan d'urgence Guyane (observations définitives mises en ligne le 17 septembre 2019) :
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-09/20190917-S2019-1667-OD-Plan-urgence-Guyane.pdf>

* Ifremer (observations définitives mises en ligne le 9 septembre 2019) :
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-09/20190909-S2019-1643-Ifremer-2.pdf>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en septembre 2019) :

* La liquidation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (mis en ligne le 26 septembre 2019) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/RW19_10/RW_ECSC_FR.pdf

* Rapport n° 15/2019: Mise en oeuvre, à la Commission, de la révision 2014 du statut et des mesures y afférentes – Des économies substantielles, mais non sans conséquences pour le personnel (mis en ligne le 24 septembre 2019) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_15/SR_Staff_reform_FR.pdf

* Special report 14/2019 “‘Have your say!’: Commission’s public consultations engage citizens, but fall short of outreach activities” (mis en ligne le 5 septembre 2019) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/News/NEWS1909_05/INSR_Public_participation_FR.pdf

INFOS :

* Réélection de Klaus-Heiner Lehne à la présidence de la Cour des comptes européenne :

<https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/NewsItem.aspx?nid=12579>

* La Cour des comptes européenne s'intéresse à l'échange d'informations fiscales entre Etats membres :

https://www.eca.europa.eu/Lists/News/NEWS1910_01/INAP_Tax_information_FR.pdf

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne en septembre 2019) :

Assemblée nationale

* Rapport d'information de la commission des finances déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, en conclusion des travaux d'une mission d'information relative à l'impôt universel. (MM. Éric Coquerel et Jean-Paul Mattei), mis en ligne le 18 septembre 2019 :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2246/\(index\)/rapports-information](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2246/(index)/rapports-information)

* Rapport d'information de la commission des finances déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, en conclusion des travaux d'une mission d'information relative à la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances. (M. Laurent Saint-Martin), mis en ligne le 18 septembre 2019 :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2210/\(index\)/rapports-information](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2210/(index)/rapports-information)

Sénat

* Rapport d'information n° 749 (2018-2019), Réforme des retraites : le défi des fins de carrière (déposé le 27 septembre 2019)

<http://www.senat.fr/rap/r18-749/r18-749.html>

* Rapport d'information n° 745 (2018-2019), La sous-utilisation chronique des fonds européens en France (déposé le 25 septembre 2019) :

<http://www.senat.fr/rap/r18-745/r18-745.html>

* Rapport d'information n° 729 (2018-2019), Masse salariale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères : maîtriser la dépense en préservant la qualité du réseau (déposé le 18 septembre 2019) : <http://www.senat.fr/rap/r18-729/r18-729.html>

* Rapport d'information n° 731 (2018-2019), Les sources de financement du logement social (déposé le 18 septembre 2019) : <http://www.senat.fr/rap/r18-731/r18-731.html>

► **Parlement européen**

* [RAPPORT relatif à la position du Conseil sur le projet de budget rectificatif n° 1/2019 de l'Union européenne pour l'exercice 2019: inscription au budget de l'excédent de l'exercice 2018](#) Date : 09-09-2019

* [RAPPORT relatif à la position du Conseil sur le projet de budget rectificatif n° 2/2019 de l'Union européenne pour l'exercice 2019 – Renforcement de programmes clés pour la compétitivité de l'UE: Horizon 2020 et Erasmus+](#) Date : 09-09-2019

* [RAPPORT relatif à la position du Conseil sur le projet de budget rectificatif n° 3/2019 de l'Union européenne pour l'exercice 2019 accompagnant la proposition de mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne pour venir en aide à la Roumanie, à l'Italie et à l'Autriche](#) Date : 09-09-2019

* [RAPPORT sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne pour venir en aide à la Roumanie, à l'Italie et à l'Autriche](#) Date : 06-09-2019

* [RAPPORT sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation \(EGF/2019/000 TA 2019 – Assistance technique sur l'initiative de la Commission\)](#) Date : 06-09-2019

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** aux mois de septembre 2019 :

* « Finances locales et environnement » par R. Hertzog, *RFFP*, n°10, 1985 (mis en ligne le 28 septembre 2019) :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-robert-hertzog-finances-locales-et-environnement-quelques-reflexions-sur-un-couple-meconnu-in-rffp-ndegree10-1985>

* « Les dépenses fiscales... tour d'horizon », par J.-P. Jouyet, B. Gibert et Ph. Moutie, *RFFP*, n° 18, 1987 (mis en ligne le 10 septembre 2019) :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-jean-pierre-jouyet-bruno-gibert-et-philippe-moutie-les-depenses-fiscales-tour-dhorizon-in-rffp-ndegree18-1987>

► Ouvrages intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Gallica** (ou via Gallica) :

* Luigi Cossa, *Premiers éléments de la science des finances* (traduits sur la 9e édition par Alfred Bonnet), Giard et Brière, 1909, 236 p. (mis en ligne le 10 septembre 2019) :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3075705j/f7.image>

* L'intégralité des numéros de la *Revue du Trésor* et de *Gestion & Finances publiques* de 1921 à 2012 est accessible sur Gallica (cette mise en ligne est terminée depuis quelques temps déjà et a été portée à notre connaissance par le rédacteur-en-chef de la revue *G&FP*) :

Revue du Trésor :

https://gallica.bnf.fr/services/engine/search/sru?operation=searchRetrieve&version=1.2&collapsing=disabled&query=%28gallica%20all%20%22revue%20du%20Tr%C3%A9sor%22%29%20and%20arkPress%20all%20%22cb34349169p_date%22&rk=21459;2

Gestion & Finances publiques :

https://gallica.bnf.fr/services/engine/search/sru?operation=searchRetrieve&version=1.2&collapsing=disabled&query=%28gallica%20all%20%22gestion%20%26%20finances%20publiques%22%29%20and%20arkPress%20all%20%22cb414177871_date%22&rk=21459;2

► **Divers** :

France stratégie :

Note d'analyse sur la taxation du capital après la réforme de 2018 (30 septembre 2019) :

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/taxation-capital-apres-reforme-de-2018>

Rapport su comité d'évaluation des réforme de la fiscalité du capital (30 septembre 2019) :

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/comite-devaluation-reformes-de-fiscalite-capital-premier-rapport>

OCDE :

Mettre le financement mixte au service des Objectifs de développement durable, septembre 2019, 200 p.

FMI :

Finances et développement, septembre 2019 :

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2019/09/pdf/fd0919f.pdf>

Banque de France et BCE :

Bulletin de la Banque de France, n° 225, article 4 :

<https://publications.banque-france.fr/la-mediation-du-credit-10-ans-au-service-des-entreprises-et-de-leconomie>

Bulletin économique de la BCE, n°6/2019 :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/be6_fr_final.pdf

AFT :

Bulletin mensuel, n° 352, septembre 2019 :

https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2019/352_Bulletin%20mensuel%20septembre%202019.pdf

Année 2019

**Bulletin d'adhésion à la SFFP à retourner à l'adresse suivante :
(ou alors adhésion en ligne comme indiqué en 1^{ère} page de ce *Billet*)**

Société Française de Finances Publiques (SFFP)
Université Savoie Mont Blanc
Faculté de droit
Boîte Postale 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

accompagné d'un chèque (bancaire/postal) à l'ordre de la SFFP de :

- 30 euros**, pour une adhésion au tarif plein
- 15 euros**, pour une adhésion « Doctorant » (justification : photocopie de la carte étudiant)
- 7 euros**, pour une adhésion « Etudiant en Master » (justification : photocopie de la carte étudiant)

► **J'accepte/Je refuse** que mes prénom, nom, fonctions soit mentionnés dans un annuaire qui sera diffusé aux membres (cet annuaire ne comportera aucune coordonnée personnelle ou professionnelle).

► **J'accepte/Je refuse** que la SFFP communique mon email lorsque celui-ci lui sera demandé par un membre (exclusivement) de la SFFP.

Date et signature

Indiquez vos coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse personnelle :

Téléphone :

Email :

Fonctions :

Établissement (*université, administration, entreprise*) :

Les **institutions, entités et personnes morales** peuvent adhérer pour **250 euros** ; une facture sera établie en renvoyant ce bulletin d'adhésion à la SFFP.

- Je souhaite recevoir une facture de **250 euros** pour l'adhésion 2019 à la SFFP.

Institution/Entité/Personne morale :

Adresse :

Personne contact :

Email :

Date et signature

Publication de la SFFP

Pour tout contact : sffpmail@gmail.com



@SFFP2017

Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP

ISSN : 2608-5690